le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 | Le 21 mars 2021 | N° 473 | PRIX : 0,60 Euro

Sénégal

Explosion de colère et ras-le-bol populaire !

Sommaire au verso

Sommaire

Éditorial :
Sénégal : explosion de colère et ras-le-bol populaire !

Page 4 : **Sénégal :** médias suspendus et réseau internet volontairement perturbé

Page 4-5 : **Mali** : les nouveaux putschistes blanchissent un des leurs

Pages 5 à 8 : **Côte d'Ivoire**

- Propos haineux intolérables
- Effondrements d'immeubles : des crimes impunis
- Yopougon-Gesco : conditions de vie déplorables des travailleurs
- UNIWAX : travailleurs en lutte

Pages 8 à 10 : Il y a 150 ans, la Commune de Paris

Abonnement

France : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter.

Adresse
Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex
Site internet:
www.uatci.org

Éditorial

SÉNÉGAL : EXPLOSION DE COLÈRE ET RAS-LE-BOL POPULAIRE !

Au début de ce mois de mars, le pouvoir de Macky Sall a été secoué par de nombreuses manifestations suite à l'arrestation d'Ousmane Sonkho, principale figure de l'opposition et leader du parti Les Patriotes du Sénégal pour le Travail, l'Éthique et la Fraternité (PASTEF). Cet homme est accusé de viol mais il estime être victime d'un complot monté par le président Macky Sall pour le disqualifier de la course à l'élection présidentielle de 2024. Il se rendait au palais de justice le 3 mars dernier pour répondre à une convocation du juge. Plusieurs centaines de personnes ont participaient au cortège en guise de soutien pour l'accompagner au palais de justice. Le gouvernement s'est saisi de ce prétexte pour l'arrêter au motif de trouble à l'ordre public. C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, la colère de la jeunesse longtemps retenue a explosé en pleine figure de Macky Sall.

La nouvelle de l'arrestation a fait le tour du pays en un clin d'œil par l'intermédiaire des réseaux sociaux. De nombreuses villes (Dakar, Thiès, Saint-Louis, Mbour, Ziguinchor, Bignona, Kédougou ainsi que d'autres) ont été le théâtre de manifestations et d'affrontements avec la police. La population et plus particulièrement les jeunes sont descendus massivement dans les rues pour protester contre l'arrestation.

La colère qui s'est exprimée dans les rues, notamment celle de la jeunesse issue des milieux populaires, a été d'une rare intensité. Les manifestations ont duré plusieurs jours malgré la répression musclée provoquant des morts, des blessés et des arrestations. Entre le 3 et le 8 mars, il y a eu 13 morts selon l'opposition (10 selon le pouvoir) et 590 blessés. Plusieurs dizaines de personnes ont été arrêtées, dont des militants syndicalistes enseignants accusés d'avoir appelé à la grève, un chanteur de rap connu pour ses positions contre les abus du pouvoir, ainsi que des personnes accusées de s'être servies dans les magasins de la chaine Auchan. 21 grandes et moyennes surfaces appartenant à cette chaîne ont fait les frais de la colère populaire, elles ont été saccagées et pillées, 2 au moins ont été incendiées. Plusieurs dizaines de stations services appartenant à Total et à Shell ont aussi été saccagées, ainsi que des stations de péages routiers.

Des manifestants s'en sont pris aussi aux symboles de l'État en incendiant un tribunal et un bâtiment de la gendarmerie. Ils ont également incendié le domicile et un véhicule du ministre de l'Intérieur. Un autre ministre aurait

aussi subi des dégâts matériels. Les locaux du quotidien Le Soleil et de la radio RFM, jugés proches du pouvoir, ont été attaqués. De nombreuses rues de Dakar étaient jonchées de débris et d'obstacles empêchant les véhicules d'y circuler, l'air y était irrespirable à cause des feux allumés par des manifestants et des gaz lacrymogènes lancés par les forces de l'ordre.

Dans une rue de Dakar le 5 mars 2021

L'ampleur du mouvement et la détermination des jeunes d'en découdre avec les forces de l'ordre en ont surpris plus d'un, à commencer par Macky Sall. Au bout de cinq jours de manifestation, il a fait marche-arrière en libérant Sonkho désormais sous contrôle judiciaire. Lors de son allocution à la télévision le 8 mars, il s'est fait tout petit en déclarant qu'il «comprend la colère des jeunes» et qu'il veut les aider à s'en sortir. Il a décidé sur le champ d'alléger le couvre-feu et de mettre fin à l'état d'urgence sanitaire à compter du 19 mars. Aujourd'hui, il n'y a plus de couvre-feu, plus d'interdiction de rassemblements, plus de limitation du nombre de passagers dans les transports en commun, plus d'interdiction d'activité commerciale nocturne. Les gens peuvent respirer un peu et vaquer à leurs occupations sans être molestés par les forces de l'ordre.

Les partis d'opposition regroupés au sein d'une coalition intitulée M2D (Mouvement de Défense de la démocratie) ont accepté de faire une trêve tout en exigeant la libération des militants arbitrairement arrêtés, la fin des attaques contre l'opposition et l'ouverture d'une enquête sur les responsables des morts durant les manifestations. Ils exigent aussi que Macky Sall s'engage publiquement à ne pas briguer un 3ème mandat présidentiel.

Macky Sall rêve depuis plusieurs années de «réduire l'opposition à sa plus simple expression». Il a emprisonné ou acheté ses principaux rivaux tels que Karim Wade, Khalifa Sall ou Idrissa Seck. Après la récente arrestation de Sonkho, il croyait probablement que le boulevard était grand ouvert devant lui pour modifier tranquillement la Constitution à l'exemple de Ouattara en Côte d'Ivoire ou d'Alpha Condé en Guinée et faire un mandat de plus. Mais l'irruption de la population et de la jeunesse dans la rue contrarie ses ambitions.

Cette colère populaire n'est pas seulement le signe du rejet de la politique de Macky Sall envers son opposition mais surtout du ras-le-bol de la majorité des jeunes et des moins jeunes qui s'enfoncent dans la misère et qui ne voient pas le bout du tunnel, du chômage qui frappe de plus en plus, de la vie chère et des bas salaires qui ne permettent pas de faire vivre une famille, des jeunes diplômés qui ne trouvent pas de débouchés, du couvre-feu qui empêche les petites gens de faire du petit commerce alimentaire après la tombée du jour, du harcèlement des autorités locales et centrales à l'encontre des petits vendeurs ambulants, des coupures d'électricité et de l'eau courante, etc.

Au pouvoir depuis 2012, Macky Sall a démontré qu'il est comme ses prédécesseurs, plus soucieux de l'enrichissement de son clan tout en servant les intérêts des capitalistes locaux et internationaux, notamment ceux des grands groupes français, que du bien-être de la grande majorité de la population. Mais ce n'est pas pour autant que les politiciens qui aspirent à prendre sa place au palais présidentiel méritent plus la confiance des travailleurs et des classes pauvres.

Pour ne pas être les éternels laissés-pour-compte de la société capitaliste, les

travailleurs, les chômeurs et la jeunesse issue des milieux populaire ne peuvent compter que sur leurs mobilisations et leurs luttes collectives. Durant cette semaine de colère, les jeunes ont montré qu'ils ont la force de faire reculer le pouvoir. C'est aussi un signal envoyé aux autres politiciens en compétition pour le fauteuil présidentiel car aucun d'entre eux n'apportera de solutions à la misère et au chômage.

Sénégal

MÉDIAS SUSPENDUS ET RÉSEAU INTERNET VOLONTAIREMENT PERTURBÉ

Lors des journées de manifestation qui ont secoué le pays, le gouvernement sénégalais a suspendu deux chaînes de télévision, Walf TV et Sen TV qui diffusaient en direct des reportages sur les manifestations. Elles ont été accusées de propager des scènes de violence. Mais la violence ne provient pas de la télévision qui la montre, c'est l'État qui envoie les forces de l'ordre pour taper sur les manifestants. Seulement, Macky Sall ne veut pas que la population voit les images de cette répression. C'est pour la même raison que son gouvernement a donné l'ordre de perturber le réseau internet grâce auquel les gens se transmettent des informations.

Qu'il ne s'étonne pas alors que des manifestants s'en soient pris aux locaux de RFM (Radio privée appartenant à Youssou Ndour, chanteur, homme d'affaires et ex-ministre de Macky Sall) ou à ceux du journal d'État Le Soleil qui ne disent que ce qui va dans le sens du gouvernement.

Mali

LES NOUVEAUX PUTSCHISTES BLANCHISSENT UN DES LEURS

Manifestation, à Bamako, des membres de la famille des soldats disparus, après la découverte, le 4 décembre 2013, d'un charnier de 21 corps non loin du QG des putschistes. Les femmes dont certaines portent un foulard rouge (couleur du béret des soldats assassinés) demandent que Sanogo réponde de ses crimes.

La justice malienne vient d'acquitter définitivement l'ex-capitaine putschiste, Amadou Haya Sanogo qui était poursuivi pour crimes commis lors de son coup d'État de 2012. C'est un cadeau que lui ont offert les tenants du pouvoir actuel au nom de la « réconciliation nationale ». Il se trouve que le numéro deux du régime actuel n'est autre que le colonel Malick Diaw, un ex-compagnon de route de Sanogo.

Lorsque Sanogo renversa, le 21 mars 2012, le colonel Amadou Toumani Touré (lui-même arrivé au pouvoir par un coup d'État), il n'était que capitaine mais il avait bénéficié d'un soutien d'une partie de l'armée. Cependant, il s'était vite rendu compte que les dirigeants de l'État français ainsi que ceux des pays voisins du Mali ne voulaient pas de lui au pouvoir. À peine trois semaines après son coup d'État, il a dû abandonner le pouvoir au profit de Dioncounda Traoré qui était alors président de l'Assemblée nationale et qui avait les faveurs de l'impérialisme français pour assurer la transition en attendant l'élection d'un nouveau prési-

dent en septembre 2013.

Cependant, Sanogo ne quitta pas le pouvoir les mains vides. Non seulement il a été bombardé au grade du général mais en plus il a bénéficié du statut d'ancien chef d'État pour la vie. Quelques mois après sa démission forcée, on a découvert un charnier contenant des corps de militaires que Sanogo avait fait assassiner car ils s'étaient opposés à son putsch. Les familles de ces soldats assassinés ont porté plainte contre Sanogo. Celui-ci a été condamné pour la forme à vivre dans une sorte de résidence surveillée mais avec tout le luxe accordé à un général et ancien président. Cela a duré six ans et le voila blanchi officiellement et libre de tout mouvement. Les crimes qu'il a commis sont effacés !

Par ce geste, les dirigeants qui sont au pouvoir aujourd'hui font la démonstration qu'ils ne valent pas mieux que cet assassin galonné !

Côte d'Ivoire

PROPOS HAINEUX INTOLÉRABLES

A l'occasion de la campagne électorale des dernières élections législatives, voici les propos tenus le 3 mars 2021 lors d'un meeting par Lida Kouassi, ex-ministre d'État de Laurent Gbagbo :« *La candidature de mon adversaire Kouyaté Abdoulaye à Lakota est illégitime et inappropriée. Parce que nos compatriotes du nord vont aux élections sans concurrence dans leur zone d'origine. Sans concurrence des gens du sud. Est-ce que vous avez déjà entendu qu'à Korhogo, un candidat à la députation s'appelle Dakoury ? Est-ce que vous avez déjà entendu qu'un candidat à Séguéla s'appelle Kouakou Konan ? …Quand ils viennent compétir au sud il est bon qu'ils choisissent des candidats Rhdp mais d'origine Dida, Bété, Attié, Abey, Baoulé, Agni. Ils ne peuvent pas venir présenter à Lakota un candidat nordiste… C'est avec ce régime arrivé avec la force des armes que nous avons vu que le député de Lakota s'appelle Kouyaté et que le sénateur s'appelle Diabaté … Le singe il n'a pas de domicile* ».

Voilà quel genre d'arme les politiciens en compétition utilisent pour diviser les pauvres selon leur origine ethnique, religieuse, etc. Les travailleurs ont au contraire tout intérêt à combattre ce genre de propos car tout ce qui les divise sert les intérêts des riches qui les exploitent.

EFFONDREMENTS D'IMMEUBLES, DES CRIMES IMPUNIS

Un immeuble en construction de 5 étages s'est effondré le 12 mars dernier à Anono dans la commune de Cocody, il y a eu une dizaine de morts. Ce genre d'accident est devenu de plus en plus fréquent. Rien que l'année dernière, 11 immeubles se sont ainsi effondrés à Abidjan. Dans certains cas il y a eu des morts comme à Abobo baoulé en novembre 2020 où 3 personnes ont péri. À Angré Château il y a eu 7 morts, à Yamoussoukro (en juin 2018) 10 morts, etc.

Ces effondrements sont dus essentiellement au non respect des normes de construction. Le gouvernement le sait mais il n'a jamais pris de sanctions à la hauteur de ces crimes. Tout cela parce que les morts sont souvent des ouvriers chargés de faire les travaux ou bien des pauvres qui squattent les lieux. Il arrive que les promoteurs immobiliers soient eux-mêmes des gens haut-placés dans l'administration ou de mèche avec les autorités.

Après le drame d'Anono, le ministre de la Construction a eu le culot de dire que le gouvernement ne peut pas contrôler toutes les constructions. Il s'est empressé

d'annoncer qu'il n'y a pas eu de mort mais au final, il y a eu plus d'une dizaine de morts et plus d'une vingtaine de blessés !

Effondrement d'un immeuble en construction à Anono, le 12 mars 2021. Un « phénomène » de plus en plus fréquent à cause des normes de construction non respectées.

Ce ministre, tout comme ses compères, quand se produit ce genre de catastrophe, cherche à se dédouaner de toutes responsabilités. Pourtant, les agents des ministères sillonnent et badigeonnent les murs de croix rouges à longueur de journée, même dans les coins les plus reculés. Seulement, comme la corruption a gangrené toute l'administration, il n'est pas difficile d'imaginer que ces croix servent plus à intimider les propriétaires de payer des pots de vin qu'à les obliger à se mettre en règle par rapport aux normes en vigueur.

Si les promoteurs, les entrepreneurs ou les propriétaires d'immeubles sont coupables de ces drames, les autorités chargées de faire les contrôles en sont complices.

Côte d'Ivoire

YOPOUGON-GESCO, CONDITIONS DE VIE DÉPLORABLES DES TRAVAILLEURS

Yopougon-Gesco est un quartier situé à l'entrée d'Abidjan sur l'autoroute du nord. Il est majoritairement habité par des ouvriers (ceux de la zone industrielle, ceux du bâtiment, des chauffeurs, etc.).

Dans ce grand quartier, les conditions de vie sont très pénibles. Il est très difficile d'accès, il n'y a pas de caniveaux et les voies sont pleines d'eau sale. Quand il pleut, cela devient infernal. Pour évacuer les malades et les femmes enceintes à l'hôpital, il faut parfois utiliser des brouettes avant de se faire relayer par un véhicule. En cas d'incendie, il est très difficile pour les pompiers d'intervenir. D'ailleurs plusieurs maisons partent très souvent en fumée sans intervention des pompiers.

Il y a aussi le problème d'eau portable. Déjà, il est très difficile d'avoir un compteur d'eau mais même les quelques uns qui en ont, passent parfois des jours sans qu'une goutte d'eau ne tombe du robinet. Par le passé, les gens allaient chercher l'eau à la rivière ou au puits dans la forêt du banco ou bien dans les quartiers environnants. Maintenant, quelques individus ont creusé des puits traditionnels ou bien ont procédé à des forages un peu plus modernes et installé des motopompes. Ils stockent l'eau dans des fûts sans aucun traitement et la vendent le mètre cube (1000 litres) au prix de 2.000 à 2.500f (3,82 euros) tandis que celui du bidon de 20 ou 25 litres est à 50f. Vu que cela rapporte de l'argent, ces derniers ont commencé à fonctionner un peu comme la SODECI. Ils approvisionnent tout le quartier en installant de gros tuyaux souterrains, placent des compteurs à chaque porte (l'installation du compteur est au frais des clients). Le mètre cube d'eau est vendu à 1000f (1,53 euro), facture à payer chaque mois. C'est ainsi que les gens arrivent à avoir de l'eau chez eux sans trop de difficultés, mais c'est cher par rapport à la SODECI qui vend le mètre cube à environ 275f (0,42 euro). Ce qui est inquiétant c'est que les fûts ne sont jamais nettoyés, l'eau n'est pas traitée et aucune étude sur sa qualité n'a été effectuée. Ils se contentent de la vendre sans se préoccuper

des répercussions sur la santé des consommateurs.

En ce qui concerne l'électrification, c'est aussi un calvaire dans certains sous-quartiers de Gesco. Le délestage y est très fréquent. La CIE se contente d'installer quelques poteaux électriques sur certaines grandes voies, les compteurs sont posés dans un rayon d'environ 25m au maximum du poteau électrique. De là, chacun tire le courant jusqu'à son domicile. Du coup, on voit des câbles électriques trainer partout et n'importe comment, parfois à hauteur d'homme et même sur le sol. Certains font même passer des câbles dans des caniveaux sous l'autoroute pour relier leurs domiciles. Toutes ces installations anarchiques constituent un danger permanent pour les habitants de ces quartiers.

Les autorités gouvernementales et municipales ferment les yeux sur ce qui se passe dans ce quartier comme dans bien d'autres quartiers défavorisés car les conditions de vie des pauvres ne les préoccupent pas.

Le 2 Juillet 2015, au moins trois personnes ont trouvé la mort à Yopougon-Gesco-Manutention, électrocutées par un câble électrique après la chute d'un poteau.

Côte d'Ivoire

UNIWAX : TRAVAILLEURS EN LUTTE

Atelier d'impression de l'usine UNIWAX de Yopougon

Uniwax est une entreprise d'impression de pagnes, située dans la zone industrielle de Yopougon. Elle emploie plus de 300 travailleurs. Ceux-ci ont fait grève durant deux jours pour réclamer un salaire minimum de 200.000f (305,4 euros) ainsi qu'une prime de logement de 30.000f (environ 46 euros) afin de rattraper un peu le pouvoir d'achat perdu. Aujourd'hui, le salaire tourne autour de 100.000 F (152,7 euros) prime de transport compris. Avec un tel salaire, après avoir payé le loyer, l'eau et l'électricité, il ne reste presque plus rien. Ce qui fait que la plupart des travailleurs sont contraints de demander des acomptes pour terminer le mois, certains doivent même faire un deuxième petit boulot.

Depuis plusieurs mois, les travailleurs sont en négociation avec leur direction qui a promis de régler la question des bas salaires, mais lorsque l'échéance est arrivée, c'est une augmentation de 2 000 f (3 euros) par mois qui a été accordée, cela a mis le feu aux poudres. Dès que la grève a démarré, la direction a fait venir plusieurs cargos de corps habillés, des huissiers, etc., mais les travailleurs ne se sont pas laissé intimider, ils ont tenu bon. La direction a cédé 3000f (4,58 euros) de plus.

Finalement, c'est le ministre de l'Emploi qui est intervenu pour faire re

prendre le travail. Les ouvriers ont certes repris, mais ils n'entendent pas tirer un trait sur leurs revendications. La grève a été utile car sans elle le patron n'aurait pas cédé un centime de plus. Ce n'est donc que partie remise !

Mémoire du mouvement ouvrier

IL Y A 150 ANS, LA COMMUNE DE PARIS

Peinture représentant la Commune

Face au pouvoir des possédants, se dressait pour la première fois dans l'histoire un nouveau pouvoir incarnant les espoirs et la volonté des masses laborieuses. Le premier Etat ouvrier faisait flotter sur les toits de l'Hôtel de ville de Paris, le drapeau rouge de la révolution sociale. La Commune n'a vécu que 72 jours. Mais le sang de ses martyrs n'aura pas coulé en vain car leur exemple a servi à tous ceux qui se battent pour transformer radicalement la société.

La classe ouvrière à la veille de la Commune

La France restait à l'époque un pays de petits artisans, de petits patrons et surtout de paysans. À Paris 7% des patrons seulement avaient plus de 10 ouvriers. La classe ouvrière était jeune mais riche des expériences des luttes du passé. Les quartiers ouvriers bouillonnaient d'idées politiques et de militants : des républicains, des socialistes qui voyaient qu'il faut changer les rapports entre ouvriers et patrons, parmi eux des partisans de Blanqui un révolutionnaire connu. Il y avait aussi des membres de l'Association Internationale des Travailleurs, une majorité disparate de jacobins, de «révolutionnaires indépendants», de proudhoniens…

En février 1848 la classe ouvrière s'était battue, derrière d'autres forces sociales, contre la monarchie. En juin de la même année, la bourgeoisie républicaine se retournait contre les travailleurs avec une violence sans précédent. Ces événements sont bien présents dans les mémoires et les militants ouvriers entretiennent, à juste raison, la méfiance vis-à-vis du gouvernement. Des comités surgissent un peu partout, c'est une véritable ébullition. Des milliers de travailleurs se réunissent chaque jour y compris dans certaines églises ; des clubs se forment et des liens se tissent. Mais les travailleurs et la population pauvre ne font pas que discuter, ils vont s'organiser.

L'empereur Napoléon III s'était mis en guerre contre Bismarck dirigeant de la Prusse. L'armée française fut battue et Napoléon III prisonnier de Bismarck. Cette défaite créa une crise révolutionnaire en septembre 1870, aboutissant à la Commune de Paris en mars 1871.

Le gouvernement républicain, succédant à celui de Napoléon III, dans l'espoir d'utiliser la Garde Nationale pour faire régner l'ordre contre les ouvriers, fait porter son nombre de quelques dizaines de milliers d'hommes à plus de 200 000. Ce sont en fait des travailleurs en armes et ils deviennent un des principaux foyers d'effervescence révolutionnaire dans cette ville de Paris cernée par les armées prussiennes et sans ravitaillement.

L'armistice signé le 26 janvier entre le gouvernement républicain et le commandement allemand est perçu comme une véri

table trahison par les travailleurs parisiens. Thiers, un vieux politicien bourgeois, est chargé de ramener l'ordre à Paris en liquidant la menace que représente la population ouvrière armée. Il envoie des troupes reprendre en douce dans la nuit du 17 mars, les centaines de canons de la garde nationale stationnés dans les quartiers populaires. La foule entoure les soldats, des ménagères leur expliquent qu'ils n'ont pas le droit de leur voler leurs canons. Ouvriers et soldats se mettent à fraterniser, ces derniers refusent de tirer sur la foule comme le leur demandent les officiers, deux généraux sont fusillés par les insurgés..

C'est une véritable insurrection !

Le comité central de la Garde Nationale se retrouve au centre de tout et se met à organiser la mobilisation. Tout ce que Paris contient de bourgeois, d'affairistes, de hauts fonctionnaires, de policiers c'est-à-dire environ 100 000 personnes, s'enfuit à Versailles où se trouvent l'assemblée et le gouvernement de Thiers. En fait l'appareil d'Etat, son armée, sa police, tout cela a été brisé à Paris par le soulèvement populaire. Paris est le foyer d'un nouveau pouvoir, un pouvoir ouvrier, pour la première fois dans l'histoire.

Le 18 mars 1871, une barricade sur la rue de Charonne, à Paris.

Dans l'immédiat, le comité central ne s'estime pas légitime car il est issu des seuls votes des gardes nationaux. Des élections à l'échelle de tout Paris pour constituer une Commune élue sont donc organisées. Une assemblée de 80 élus se réunit le 29 mars et va devenir le point central de la révolution parisienne. Les délégués élus à la Commune sont des travailleurs ou des représentants connus des travailleurs. Alors on peut voter ou même être élu sans distinction d'origine ou de nationalité. Tous ces élus rendent des comptes et sont révocables à tout moment. Pour la 1ère fois dans l'histoire, ce sont les ouvriers qui ont le pouvoir et c'est tout le petit peuple de Paris qui met en application chacune des mesures prises.

Dans le domaine du logement, la Commune repousse le payement des loyers à des jours meilleurs et interdit les expulsions. Elle organise aussi la réquisition des logements abandonnés par les bourgeois réfugiés à Versailles. De nombreux patrons en fuite vers Versailles ont déserté leur entreprise. Avec le soutien de la Commune les travailleurs rouvrent les ateliers et se mettent à les faire tourner sous forme de coopératives « soustraites à l'exploitation du capital ». Des magasins associés aux ateliers coopératifs sont gérés démocratiquement par des comités de femmes. Les militantes d'une « Union des femmes » démarrent dans chaque arrondissement le recensement de toutes les intéressées pour travailler dans ces ateliers coopératifs. Les salaires sont augmentés pour ceux qui sont mal payés, l'horaire de travail légal est limité à huit heures. Le travail des enfants est interdit et celui de nuit pour les femmes.

De façon générale, dans les conflits opposant les bourgeois et les prolétaires, la Commune prend systématiquement le parti des ouvriers. Sous l'impulsion de Vaillant, délégué à l'enseignement, la Commune décrète l'enseignement obligatoire, libre gratuit et laïc. C'est une révolution car avant l'enseignement était réservé à une minorité dont les filles étaient quasiment exclues et qui était sous le contrôle de l'Église et de l'État. Dans plusieurs arrondissements, des gens prennent l'initiative de mettre en place des orphelinats qui vivent grâce au bénévolat et aux dons.

La Commune est en permanence coincée par le manque de moyens, mais elle ne

touche pas à la Banque de France, pourtant bourrée de réserves d'argent. Elle retire seulement 16,7 millions de francs, mais dans le même temps Thiers depuis Versailles reçoit 20 fois plus et va s'en servir pour financer l'armée qu'il prépare pour écraser la Commune.

Le 21 mai l'armée versaillaise entre dans Paris, la ville se hérisse de barricades. La défense des ouvriers parisiens est héroïque. Il faudra une semaine à des troupes supérieures en nombre, en matériel et en organisation pour reprendre la capitale. Plus de 20 000 communards sont tués, des hommes, des femmes et des enfants. Des dizaines de milliers de personnes sont déportées vers le bagne de Cayenne. Cette semaine de déferlement barbare est connue sous le nom de « semaine sanglante ».

C'est l'expérience de la Commune qui a montré la nécessité pour les militants socialistes de construire des partis socialistes qui ne se contentent pas d'attendre la révolution, mais la préparent de sorte que les idées pénètrent le plus largement possible dans la classe ouvrière pour agir efficacement le moment venu.

Eugène Pottier, un communard, composa en juin 1871 ce chant qui va devenir l'hymne des socialistes et des communistes, « l'Internationale ». La Commune est morte mais son message est encore vivant dans le cœur et la conscience de ceux qui luttent pour la victoire de la classe ouvrière.

Ce que nous voulons

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.